

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 1^{er} AOUT 2015

1138

1 €

Non aux notables, oui aux vrais défenseurs des travailleurs et des exploités !

Presque chaque semaine, les candidatures pour l'élection régionale du mois de décembre se font connaître. Tout dernièrement c'est l'UPLG, en Guadeloupe (Union pour la libération de la Guadeloupe) parti nationaliste et indépendantiste, qui a fait connaître son intention de constituer une liste à ces élections. Quelque temps avant, Ary Chalus, député maire de Baie Mahault, avait annoncé qu'il conduirait une liste. Michaux Chevy et Penchard, la vieille droite, ont entendu son appel. Les membres ou apparentés du parti socialiste comme Lurel en Guadeloupe ou Letchimy en Martinique ratissent large pour conserver leur majorité. En Martinique, le petit dernier à avoir rejoint la coalition de Letchimy est Charles Mancé. En Martinique cependant, l'élection sera inhabituelle car là il s'agit de voter pour ceux qui siégeront à la nouvelle Collectivité unique qui remplacera Conseil général et Conseil régional. A entendre les politiciens, on croirait qu'il s'agit là de voter pour un vrai gouvernement martiniquais. Le hic c'est qu'il n'y a pas d'état martiniquais et que toute cette agitation est surfaite. On s'agite pour quelque chose de bien dérisoire, une sorte de Conseil Régional élargi qu'on appelle CTM : Collectivité territoriale de Martinique. Les dirigeants politiques font croire aux travailleurs et à la population que cette nouvelle assemblée améliorera leur vie, qu'avec elle viendra le salut. Grottesque illusion ! Le chômage restera à 25%, 60% pour les jeunes, avec ce qu'il génère comme maux : désespérance, délinquance, criminalité croissantes. Les bas salaires n'augmenteront pas par la seule magie de la CTM. La pauvreté qui ronges les quartiers pauvres ne laissera pas la place au bien être non plus.

Les grandes formations : l'alliance formée autour de Marie Jeanne et du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais), "le camp des patriotes" et le regroupement autour de Letchimy (Ensemble pour une Martinique nouvelle), toutes ces formations et leurs dirigeants ne roulent que pour des postes. Aucune d'elles ne remet en cause le système d'oppression capitaliste qui broie les travailleurs et emmène la société au désastre économique et social à l'échelle antillaise et mondiale. Mieux, ils en sont les soutiens. Il faut les démasquer aux yeux des travailleurs et de la population ! Ces derniers n'ont aucune illusion à se faire sur ces notables liés par bien des fils au lobby patronal !

En Guadeloupe, il n'y aura pas d'élection à une quelconque CTM. C'est l'élection du Conseil Régional classique comme elle se fait en France. Mais les partis et dirigeants politiques sont de la même veine que ceux de Martinique, moins ouvertement nationalistes, indépendantistes ou autonomistes peut-être - à part l'UPLG -. Mais sur le fond c'est le même personnel politique de la bourgeoisie. Lurel est l'homme de Hollande et épouse toute sa politique d'aide au patronat à coup de milliards et de sacrifices imposés aux travailleurs et à la population. Ils accèdent aux demandes patronales sans sourciller, c'est-à-dire pour que la flexibilité totale devienne la règle dans les entreprises : embaucher et licencier, ou suspendre l'emploi pendant un temps au gré des besoins et des profits patronaux.

Notre organisation, Combat Ouvrier saisira l'opportunité de ces élections de décembre en Martinique et en Guadeloupe pour démasquer ces ennemis des travailleurs. Nous serons présents sur des listes Combat Ouvrier dirigées par Ghislaine Joachim Arnaud et Jean Marie Nomertin. Nous serons présents pour dire aussi que pour embaucher immédiatement des dizaines de milliers de chômeurs il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire, pour dire que pour satisfaire les besoins indispensables de la population en matière de santé, logement, adduction d'eau, baisse des prix et tous les besoins essentiels pour vivre dignement, il faut puiser dans les immenses profits patronaux. Nous appelons les travailleurs et la population à se préparer à faire entendre, en toute indépendance, leur camp, le camp des travailleurs et à en discuter avec nous.

Plan de licenciements à France-Antilles. Les travailleurs n'entendent pas se laisser faire !

Après les journaux France-Antilles-Martinique et France-Guyane qui ont subi des licenciements, la direction du journal France-Antilles sévit maintenant sur la Guadeloupe. Le groupe Hersant Media (GHM) propriétaire du titre, estimant qu'il perd trop d'argent aux Antilles-Guyane, a présenté un plan de redressement et le 30 avril 2015 le tribunal de commerce a décidé de mettre l'entreprise en redressement judiciaire au vu des dettes déclarées. L'administrateur est chargé de trouver des solutions. Les propositions sont les suivantes :

- Réorganisation de tous les services

- Délocalisation de certains, comme la paye et la comptabilité en Martinique

- Suppression de 49 postes (sur un effectif de 130 salariés).

La période d'observation est de 6 mois et va donc jusqu'au mois d'octobre. Les représentants du personnel ont rendez-vous au tribunal de commerce le 22 octobre et l'administrateur peut proposer une prolongation de la procédure de redressement de 6 mois supplémentaires si le juge est d'accord. En attendant, les discussions sur le plan de



Manifestation des salariés de France-Antilles Martinique pour sauver leurs emplois, avec le syndicat CDMT.

réorganisation des services vont commencer avec les représentants du personnel au mois d'août.

Le personnel est inquiet. Certains ont cru qu'en restant silencieux lors des attaques contre France-Antilles en Martinique et en Guyane, ils seraient à l'abri. La direction du journal vient de leur prouver le contraire. En fait, elle n'a fait que mettre en application la technique du «chacun son tour» pour diviser le personnel du groupe. Le personnel de Guadeloupe est bien sûr prêt à se battre pour défendre les emplois. Mais il ne doit pas oublier qu'en Martinique et en Guyane, la mobilisation du personnel a permis à ce dernier d'obtenir de

meilleures indemnités de licenciement sans éviter la suppression de près de 70 postes. Alors en Guadeloupe le personnel devra se mobiliser fortement car la direction de France Antilles ne pense qu'à préserver ses profits. Et il ne faudra pas s'attendre à obtenir un accord soi-disant «gagnant-gagnant» avec ces rapaces sans sortir ses griffes.

France-Antilles est le seul quotidien qui existe en Guadeloupe et appartient à la puissante famille Hersant. Cette dernière n'a qu'à prendre sur ses profits pour combler les dettes de l'entreprise qui ne sont pas grand-chose par rapport à la fortune de cette famille.

Martinique

Le personnel de la clinique Ste Marie mobilisé

Les salariés de la clinique Ste Marie, qui se trouve à Cluny à Fort-de-France, se sont mobilisés le mercredi 22 juillet, pour manifester leur mécontentement. Ils s'opposent à un plan économique, avec menaces de licenciements prévus par le groupe KapaSanté, propriétaire de l'établissement, avec la complicité du directeur de la clinique monsieur Simon Claudin.

Lors de cette mobilisation, la déléguée du personnel de la CDMT s'est exprimée à la presse en ces termes : «Le directeur ne se manifeste pas, on n'a pas de contact avec lui... Nous avons l'avons interpellé par courrier mais nous n'avons obtenu aucune réponse».

Le personnel avait appris lors de la dernière réunion du comité d'entreprise et des délégués du personnel que l'entreprise accusait un déficit de 500 000 euros et que la clinique se trouvait en redressement judiciaire. Jusque là ils n'avaient aucune information sur la situation de la clinique. Le directeur Simon Claudin ne

voulait discuter avec les salariés que par visioconférence.

Suite à la mobilisation des salariés et face à leur refus d'être reçus de cette façon, il est finalement sorti de l'ombre et s'est présenté à la presse. Pour lui, il s'agit «d'un plan de départs volontaires... il n'y a pas de licenciements prévus». Le directeur régional du groupe KapaSanté, Henri Nagapin, est sorti lui aussi de l'ombre. Il a fini par accepter de recevoir les salariés le vendredi 31 juillet prochain.

On connaît la chanson et le vocabulaire de ces patrons-là. Les soi-disant «départs volontaires» ne sont le plus souvent que des licenciements déguisés que la direction présente aux salariés. Elle se contente alors de leur demander quels sont ceux qui se portent «volontaires» pour être mis à la porte. Ce genre de pratique du patronat de préparer en douce et sous silence la fermeture de leur entreprise ou de la mettre en redressement judiciaire est devenue monnaie courante.

La direction de l'Agence Régionale de Santé (ARS), quant à elle, a décidé de se bouger un peu, elle a accepté de recevoir le vendredi 24 juillet une délégation de salariés. Quant aux responsables politiques, élections pour la CTM oblige, ils ont décidé de faire le «débouya» autrement dit, ils ne se sont pas bousculés. Ainsi, Camille Chauvet, conseiller régional PPM, chargé de la santé a accepté d'«entendre les doléances des employés». Puis c'est au tour de Luc Louison Clémenté, maire de Schœlcher, et de ses membres du conseil municipal de se dépêcher de recevoir une délégation en milieu de la semaine du 27 au 31 juillet.

Pour l'instant, les salariés ont décidé en assemblée générale de suspendre leur mouvement, tout en restant vigilants. En tout cas, ils ont bien compris que c'est seulement lorsqu'ils se mobilisent pour ne pas se laisser marcher sur les pieds qu'ils peuvent se faire entendre tant de leur patron que des responsables politiques et administratifs.

Arcelor Mittal : grève victorieuse en Martinique, Guadeloupe et Guyane

Vendredi 23 juillet, les ouvriers du groupe Arcelor Mittal construction Caraïbes ont déclenché une grève sur les 3 sites de Martinique, Guadeloupe et Guyane qui comptent plus de 50 salariés. En Guadeloupe les travailleurs sont en butte au mépris et au racisme du président directeur général. Celui-ci n'hésite pas à essayer de dresser les cadres en majorité blancs contre les Noirs de l'atelier ou des bureaux, empêchant même les employées de dire bonjour aux cadres ou agents de maîtrise. Le PDG fait régner un climat de division entre les salariés, attribuant des promotions ou des augmentations de salaire à la tête du client, pratiquant la discrimination salariale à l'encontre des salariés syndiqués ou des élus du personnel. Il avait ainsi décidé de calculer la prime de 13ème mois à sa sauce aux Antilles-Guyane. Dans le groupe et avant son arrivée en Guadeloupe, dans le calcul du 13ème mois la direction incluait le salaire de base et les accessoires du salaire. Depuis la nomination de ce PDG en

Guadeloupe, il avait décidé qu'il faisait comme il voulait, supprimant les accessoires du calcul du 13ème mois! Des propos racistes aux sanctions abusives, il n'y a qu'un pas que le PDG n'a pas hésité à franchir en menaçant la comptable de Guadeloupe, par ailleurs élue au comité d'entreprise, de sanction, lui reprochant de s'être attribué frauduleusement une augmentation de salaire, en réalité parce qu'elle avait osé lui tenir tête en réunion du comité ! C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les travailleurs ont décidé de soutenir leur camarade en débrayant, puis de déposer un cahier de revendications englobant les doléances de tous les sites. Dès vendredi, la grève votée sur les trois sites a conduit à l'arrêt de toute production. Lundi 27 les grévistes ont maintenu la pression et la grève, sur tous les sites. En Guadeloupe, les grévistes ont exigé d'avoir un autre interlocuteur que le PDG pour négocier. Les représentants des grévistes en Martinique et en Guyane ont participé à la

négociation par conférence téléphonique, mis à part le délégué syndical central venu de Martinique négocier en Guadeloupe. Finalement, après deux jours d'arrêt total de la production, les grévistes ont obtenu que la direction s'engage à leur fournir des vêtements de travail en nombre suffisant et l'application du 13ème mois conformément à l'usage établi dans l'ensemble du groupe. Les autres points de revendications doivent faire l'objet d'un règlement ultérieur. Les grévistes ont fixé une date butoir au 05 octobre et des réunions de suivi pour la mise en place du CHSCT et la révision des coefficients notamment. Ils ont repris le travail dès la signature de l'accord. Cette mobilisation a permis aux travailleurs les plus clairvoyants de prendre conscience de leur force quand ils se mettent en mouvement ensemble sur les 3 sites. Ils ont quelques semaines pour se préparer à riposter si les autres points de revendication ne sont pas satisfaits.

En France, la colère des agriculteurs

En France, le mouvement des agriculteurs, producteurs de lait et éleveurs, semble devoir passer l'échéance de fin-juillet. Le début des vacances a été émaillé par de multiples barrages de tracteurs sur les routes, des blocages de laiteries industrielles, des opérations coup-de-poing contre des grandes surfaces et leurs plate-formes logistiques, etc. En dehors de ces cibles désignées, les agriculteurs mobilisés ont aussi cherché à donner une visibilité nationale à leur mouvement, par exemple en bloquant durant plusieurs jours les accès au Mont Saint-Michel, haut lieu du tourisme en Normandie.

Ces agriculteurs mettent en cause essentiellement le bas niveau des prix qui leur sont payés, en échange de leur production, par les chaînes de distribution, grosses coopératives laitières, abattoirs industriels, etc. On a pu voir sur les médias des agriculteurs en colère dénoncer le fait que la faiblesse des prix pratiqués, vu le niveau des charges incompressibles qui pèsent sur leur exploitation, ne leur laisse même pas de quoi – disent-ils – se payer un salaire, ou même, dans de nombreux cas, leur impose de travailler à perte.

Ils savent bien, tout comme les consommateurs, qu'à l'autre bout du circuit, les prix, là trop élevés, freinent la consommation. Par exemple, combien de familles populaires ont dû, ces dernières années, réduire leur consommation de viande ?

Les industriels de l'agroalimentaire se heurtent aux limites des possibilités d'achat des consommateurs et, pour maintenir leurs superprofits, profitent de leur situation de quasi-monopole pour imposer la baisse des prix aux producteurs, placés devant le choix de devoir accepter les conditions qui leur sont faites, ou de devoir jeter leur production. Bien sûr les grands perdants dans cette situation sont les plus petits agriculteurs. Loin d'être des notables locaux disposant de réseaux d'influence et de moyens de pressions, comme les céréaliers de la Beauce ou les gros viticulteurs. Ils n'ont aucun moyen de tirer leur épingle du jeu. Ce sont eux qui se voient menacés de voir leur exploitation, leur gagne-pain, disparaître, pris qu'ils sont dans les filets des banques dont il faut rembourser les prêts et des capitalistes de la distribution qui ne paient même pas les produits agricoles à leur coût de production.

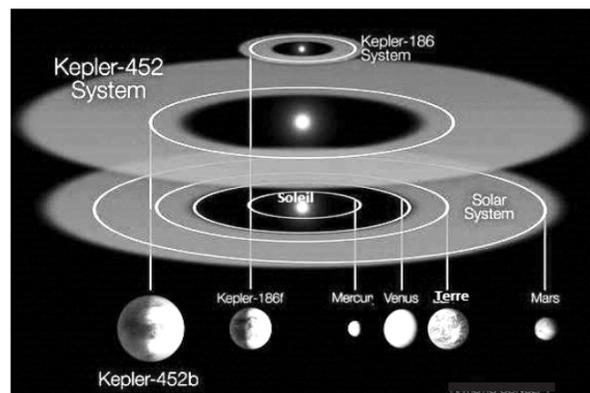
Ce sont ces petits agriculteurs que l'on a vu, sur leurs tracteurs, tenir des barrages parfois plusieurs jours et nuits de suite. Le gouvernement n'a pas voulu prendre de front leur colère. Tous, Hollande, Valls et Le Foll – le ministre de l'agriculture – y ont été de leurs promesses et de leurs propos se voulant rassurants. Ils ont accordé des aides d'urgence pour un montant total de 600 millions d'euros. Cette aide d'urgence consiste surtout en des reports de

charge, c'est-à-dire qu'elle est finalement remboursable ultérieurement. La majorité des agriculteurs mobilisés l'ont bien compris et ces mesurées n'ont pas mis fin au mouvement. Des mesures réelles, radicales, contre cette crise, seraient de contraindre les industriels du secteur et les capitalistes de la distribution à prendre sur leurs profits pour payer aux agriculteurs le fruit de leur travail.

Pour le gouvernement il n'est pas question de contraindre les capitalistes, au contraire, il les représente. Il s'est contenté de leur conseiller d'être raisonnables, conseils qui ne seront, comme les précédents, suivis d'aucun effet. En direction des consommateurs, il a insinué qu'ils étaient responsables des problèmes, en ne privilégiant pas les achats de produits français. Les consommateurs achètent ce qu'ils peuvent. Mais de cette façon, le gouvernement désigne des responsables à l'étranger pour dédouaner les capitalistes français concernés.

Toujours est-il qu'une minorité d'agriculteurs, mobilisée, a su se faire entendre. L'ensemble des travailleurs a intérêt à retrouver cette détermination. Les seules catégories populaires que l'on écoute sont celles qui se battent. Nous travailleurs, que ce soit en France ou aux Antilles, avons bien des raisons de nous battre. Le chômage et l'exploitation ne reculeront qu'à ce prix !

Une autre planète habitable ? Mais la nôtre l'est-elle vraiment ?



Le 23 juillet 2015, le centre de recherche de Californie de la NASA a annoncé la mise en évidence d'une planète quasiment jumelle de la Terre, c'est-à-dire où la vie pourrait être possible. Entre 2009 et 2013, le télescope KEPLER a observé 150 000 étoiles de notre galaxie, la Voie lactée, celle de notre système solaire, à la recherche d'exoplanètes. C'est-à-dire d'objets situés hors de notre système solaire, qui tournent autour d'une étoile dont elles reçoivent toute leur énergie comme la Terre autour du Soleil. Notre Soleil, n'étant qu'une des milliards d'étoiles dans l'univers, n'est pas le seul astre autour duquel gravitent des planètes. Les résultats de KEPLER sont encore en dépouillement. Actuellement, 1030 exoplanètes sont confirmées et seules 12 d'entre elles sont dans la zone «habitable» de l'étoile autour de laquelle elles gravitent. La dite «zone habitable» est celle où l'eau peut se trouver dans sa phase liquide, ce qui selon les astronomes et biologistes est la condition d'existence d'une forme de vie : ni trop loin de l'étoile - il y fait trop froid-, ni trop près.

La dernière planète détectée, appelée Kepler-452b, est très intéressante car elle semble sœur jumelle de la Terre, par la durée de sa révolution autour de l'étoile (385 jours soit 20 jours de plus que celle de la Terre autour du soleil), sa masse devrait être 5 fois celle de la Terre. Par son diamètre, 60% plus grand que celui de la Terre, elle aurait de fortes chances d'être rocheuse comme la Terre, et non gazeuse, condition qui rendrait la vie impossible. Sa distance à son étoile est comparable à celle de la Terre au soleil. L'étoile de Kepler-452b est plus ancienne que le soleil : 6 milliards d'années au lieu de 4,5 milliards. Ajoutons qu'il s'agit d'une étoile brillante comme le Soleil, mais elle est 10% plus grosse que le soleil et émet 20% plus de lumière que lui.

La recherche de planètes où la vie serait possible intéresse les terriens depuis les années 1920. Dans le meilleur des cas, il reste à la Terre encore 5 milliards d'années de vie. En effet, le Soleil comme toutes les étoiles perd à chaque instant son énergie et se dégrade de façon mesurable. Sa durée de vie a été estimée à 10 milliards d'années. Or il a environ 4,55 milliards d'années, il est donc à peu près à la moitié de sa vie.

Le scientifique Stephen Hawking est optimiste sur l'existence de la vie ailleurs que sur la Terre. Il déclarait dernièrement: «Nous pensons que la

vie est apparue spontanément sur la Terre, de la même façon, dans l'univers infini, il doit y avoir de la vie». Il ajoute : «Si une civilisation basée quelque part autour d'une des mille plus proches étoiles transmises des signaux à la Terre avec juste la puissance d'un radar d'avion, ou si ils sont transmis du centre de la Voie lactée avec plus de 12 fois la puissance des radars interplanétaires que les scientifiques de la Terre utilisent pour étudier le système solaire, ces radio télescopes pourront les détecter». Hawking encourage les terriens car «nous devons savoir». Mais il nous met en garde dans cette recherche de la vie ailleurs. Il ajoute : «Si vous considérez que l'histoire, les contacts entre les humains et les organismes moins intelligents ont souvent été désastreux pour ces derniers et le contact entre civilisations de technologies avancées et technologies primitives ont mal tourné pour les moins avancés, une civilisation lisant un de nos messages pourrait être des milliards d'années devant nous. Si c'est le cas ils seront largement plus puissants et ne porteront pas sur nous un meilleur jugement que nous quand nous voyons des bactéries».

Hawking malgré sa largeur de vue n'imagine pas qu'une société plus avancée que la nôtre pourrait avoir un autre comportement que celui de la société bourgeoise.

Autre difficulté : les distances entre ces exoplanètes et la Terre sont immenses. Kepler-452b est à 1400 années-lumière. Une année-lumière, c'est la distance parcourue par la lumière pendant une année soit environ 9500 milliards de km. Actuellement les engins spatiaux les plus rapides atteignent 60 000 km par heure. Pour que l'humanité ait une chance de voir ces autres planètes, il faudrait au moins qu'elle dure encore des millions d'années. Mais aux vitesses actuelles, les hommes mettraient environ 20 millions d'années pour parcourir ces 1400 années-lumière qui nous séparent de la planète K-452b.

Pour que la science parvienne éventuellement à trouver la parade il faudrait déjà que les générations futures débarrassent le monde de l'exploitation de l'homme par l'homme, des guerres, de la misère, de la pauvreté, de la destruction de la nature, de tous les maux engendrés par l'âpreté au gain d'une minorité exploitant l'immense majorité des hommes de notre planète. Car ces maux maintiennent l'humanité dans la barbarie, freinent son évolution et peuvent même la faire reculer, voire la détruire.

Un livre à lire : La fabrique du monde de Sophie Van Der Linden

La Fabrique du monde est un roman court qui a pour héroïne Mei, une ouvrière chinoise de 17 ans, dans une usine de confection où les travailleuses viennent de province et sont logées dans des dortoirs dépendant de l'usine. On y découvre l'exploitation, les heures de travail, la discipline et l'attitude des chefs qui n'autorisent aucune liberté.

Lorsque Mei se révolte, le chef perd la face, ce qui est intolérable pour la direction. Sanctionnée, elle ne peut quitter l'usine pour les 4 jours du Nouvel An chinois et rejoindre sa famille. La possibilité d'être seule l'attire et ces quatre jours sont l'occasion pour Mei d'une histoire d'amour intense hors des conventions sociales mais aussi dramatique.

AVIS AUX LECTEURS

En raison de la période des congés, la parution de **Combat Ouvrier** sera suspendue à compter de ce numéro. Le journal reparaitra le samedi 12 septembre 2015.

En bref... En bref... En bref...

Non à la dictature des multinationales du pétrole !

Depuis la semaine dernière, les gérants des stations service Total ont fermé. Ils protestent contre les prix élevés des loyers que leur fait payer la multinationale pétrolière Total, le propriétaire des stations. Total a fait 13 milliards de bénéfices en 2014 et en veut encore plus !

Mais si toutes les stations ferment comme annoncé par les gérants, c'est Total qui sera responsable des difficultés de la population.

Pwofitasyon sur l'essence : les travailleurs sont les premiers concernés !

Les taxis et les agriculteurs en France, les gérants de station en Guadeloupe : beaucoup de

petits patrons étranglés par les multinationales réagissent. Ils ont raison. Mais, les travailleurs auraient bien plus de raisons de se battre. Si les gérants obtiennent gain de cause, partageront-ils avec les pompistes salariés ? Si tout le monde proteste, il est peut-être temps que dans notre camp, celui des travailleurs, on s'y mette aussi !

Dans la banane, Tino Dembas, où comment tirer le maximum de la sueur des travailleurs

Dans un dossier sur des patrons guadeloupéens daté de juin dernier, "France Antilles" a publié un article sur Tino Dembas, un planteur qui exploite 300 hectares de bananes réparties sur au moins cinq plantations : la SCEA Blondinière et la SCEA Shangy à Capesterre-B-E, les autres plantations se trouvant à St Claude, Trois Rivières et Anse Bertrand. Ce patron aurait quitté l'Éducation nationale pour devenir planteur. Quant à savoir s'il est propriétaire en titre de ces cinq plantations ou seulement de certaines ou tout simplement gérant, la réponse ne figure pas dans l'article. Une chose est sûre, c'est qu'il est connu par les ouvriers qu'il emploie ou ceux qui ont travaillé pour lui ainsi que par le syndicat CGTG des ouvriers de la banane comme un "pwofitan" féroce qui ne recule devant aucune méthode pour faire suer le profit aux travailleurs.

C'est ainsi par exemple que bien qu'employant 200 travailleurs, il s'est arrangé pour que l'effectif d'aucune des plantations qu'il exploite ne dépasse cinquante salariés, ce qui lui permet d'éviter la création d'un comité d'entreprise. En fait, rares sont les travailleurs qui ont une affectation sur telle ou telle plantation. On peut être amené à travailler sur l'une ou l'autre des plantations que gère T. Dembas. Et c'est parce qu'il y a été un peu contraint par les lois qu'il a organisé des élections de représentants du personnel sur certaines de ses plantations. Le syndicat CGTG-Banane y est majoritaire. Mais cela ne met pas, pour le

moment, un frein à ses exactions. C'est ainsi que T. Dembas est souvent condamné par les Prud'hommes pour ses infractions au code du travail, des licenciements abusifs notamment, moyen très souvent utilisé contre tout travailleur qui refuse de se soumettre à ses exactions. Entre autres : parfois 4 heures supplémentaires sont imposées aux salariés et non payées. T. Dembas oblige en effet certains ouvriers à travailler plus de 7 heures par jour (6H à 13H).

A cela, il faut ajouter le fait qu'il paye très rarement, et pas à tous, les jours fériés-chômés ; qu'il ne paye pas "double-journée" comme le prévoit la loi, les jours fériés quand les ouvriers travaillent. Mais surtout il verse ce qu'il veut pour la prime de fin d'année : 200, 300€ mais très rarement les 609€ prévus par l'accord signé à la fin de la grande grève menée par les ouvriers de la banane en 1999.

Il n'est pas étonnant avec ces méthodes qui s'apparentent à de l'esclavage que T. Dembas rentabilise ses plantations. Et c'est lui-même qui le dit. Pour lui, sans subventions des pouvoirs publics, on perd de l'argent en produisant de la banane. Et pourtant lui, il gagne de l'argent même sur une production non subventionnée. En fait, en exploitant à outrance les travailleurs qu'il emploie. Il exploite 300 hectares de bananes mais n'emploie que 200 travailleurs alors qu'en règle générale il faut un travailleur par hectare. Mais T. Dembas aura à affronter un jour la colère des travailleurs.

La véritable nature de Christiane Taubira

Au programme de la visite en Martinique et en Guadeloupe de Christiane Taubira, ministre de la Justice, Garde des Sceaux du gouvernement Hollande, était inscrite une rencontre initiée par le Conseil Régional de Martinique avec des jeunes de deux associations. La rencontre qui a eu lieu le 22 juillet, avait pour thème : «Jeunesse, liberté et justice». Christiane Taubira a invité les jeunes présents à chercher à «comprendre le monde», mais aussi à «refuser l'indifférence» et «le monde tel qu'il est».

Elle a déclaré qu'il ne fallait pas : «s'accommoder du désordre du monde». Oui, c'est vrai que nous vivons dans une société où une minorité accapare toutes les richesses et s'enrichit toujours plus sur le dos des travailleurs et des exploités. Il s'agit d'une société où les gouvernants au service des gros possédants trouvent des milliards pour les banquiers et pour les marchands d'armes, tout en diminuant les budgets pour les hôpitaux, les logements, les écoles, les petits producteurs, les retraités, en s'en prenant aux droits des salariés - (loi Macron, Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE, Loi Touraine sur la Santé, etc.)

Il s'agit d'une société où les puissants de la finance soutenus par leurs États imposent aux populations des cures d'austérité les projetant dans la misère, comme c'est le cas en Grèce en ce moment. Il s'agit d'une société où les grandes puissances, refusent de trouver des solutions humaines au drame des migrants qui fuient les pays en guerre au Moyen Orient ou en Afrique, pays dans lesquels ces grandes puissances elles-mêmes ont semé la guerre et la désolation, pour défendre leurs intérêts économiques et stratégiques. Il s'agit de la société de Taubira. Elle en est une des dirigeantes, en tant que ministre d'un gouvernement qui opprime les travailleurs, les pauvres et les peuples. Elle est le troisième personnage d'un gouvernement impérialiste, donc solidaire et acteur de tous ses méfaits ! Sa couleur de peau identique à la nôtre, les attaques dont elle fait l'objet en raison de cette couleur, le fait d'être l'auteur de la loi qui fait de l'esclavage un crime contre l'humanité, tout cela ne change rien au fait que Taubira est un des principaux suppôts d'un gouvernement exclusivement au service des riches, des békés, des puissants de ce monde !

Hausse du dollar et vie chère

Nous publions ci-dessous l'éditorial des bulletins de nos camarades de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires) qui soutiennent les travailleurs de la zone industrielle dans leur demande d'augmentation des salaires à 500 gourdes, au lieu des 250 gourdes actuelles, pour faire face à l'augmentation du dollar qui passe à 57 ou 60 gourdes pour un dollar.

Nou bouké ! 500 goud tousuit !

Chak jou ki vini pi rèd pase jou ki pase a. Tèlman lavi a vin pi chè dejouwanjou ak dola ameriken an kap monte san rete. Fòk ou gen anviwon 60 goud pou achte 1 grenn dola ameriken. Plis dola ap monte, plis lavi a ap vin pi chè, plis depans nou yo ap ogmante, plis lamizè ap fini nou avè nou ak tout fanmi nou.

Gouvènè bank santral deklare leta gen mwayen nan men li pou frennen monte dola a ak degrengolad goud la ki tounen zòrèy bourik. Poutan, anyen pa fèt ! Se yon bann kriminèl kap dirije nou.

Prezidan, Premye minis, minis, elt. okipe anpil nan kanpay elektoral. Mizè travayè-travayèz, se pa pwoblèm pa yo. Mizè popilasyon pòv la pa gade yo. Politisyen opozisyon gen menm konpòtman an : eleksyon tèt-dwat ! Kòmsi se te eleksyon ki pral rezoud pwoblèm lavichè, chomaj, prangou, ensekirite, elt.

Pou nou menm, ouvriye-ouvriyèz, sèl fason pou nou rale yon souf, se ban nou salè minimòm 500 goud la tousuit san monte tarif.

Kòm reken yo ak tchoul yo sou pouvwa pap bay si si nou pa ba yo chalè. Kijan nap fè, kisa nap fè pou ba yo chalè nan jou kap vini la a ? Nou bouke. Nou pa ka tann ! 27 jiyè 2015

Extrait du n° 217 de la Voix des Travailleurs

Des pleurs, des cris, des larmes, de la souffrance ; ici ce sont des enfants souvent en bas âge qui crient, le ventre creux, suppliant leurs parents de leur donner à manger, ce sont des travailleurs qui sont obligés de travailler l'estomac vide, incapables de se payer le prix d'un bol de riz devant l'usine. Là-bas, ce sont des locataires et les propriétaires de maison qui en viennent aux mains pour le non-paiement du bail, ce sont des travailleurs qui font des kilomètres à pied faute de pouvoir trouver l'argent d'une course. Des exemples comme ceux là, il en existe des milliers qui



illustrent l'extrême pauvreté et la précarité de la vie des masses pauvres du pays. Certes, cette situation ne date pas d'aujourd'hui mais elle a connu une rapide détérioration depuis l'annonce de la décote de la gourde par rapport au dollar US et du large écho répercuté dans les médias. Tout est fait comme pour préparer la population à accepter l'inacceptable.

Sur 6 mois, le taux d'échange de la gourde est passé de 45 à 52 gourdes environ avec une forte accélération pour le seul mois de juin. Mais comment expliquer cette brusque augmentation incompréhensible des prix des produits de première nécessité autrement que par la volonté des magnats de l'économie de s'en prendre aux plus pauvres. Un clignement de paupières, tous les prix des produits de grande consommation connaissent une forte hausse parfois qui est en totale disproportion avec les quelques points de dévaluation de la gourde.

En voici quelques exemples : la petite marmite de riz est passée de 120 gourdes à 125 gourdes, le gallon d'huile Mazola est passé de 300 à 350 gourdes... la petite marmite de pois noir est passée de 50 gourdes à 75 gourdes, la grosse marmite de pois beurre est passée de 250 gourdes à 400 gourdes, la marmite de sucre crème est passée de 100 gourdes à 120 gourdes... un carton d'œuf est passé de 150 gourdes à 200 gourdes, la petite boîte de Cube Maggy Criolito est passée de 500 gourdes à 650 gourdes, la boîte de saumon est passée de 85 gourdes à 100 gourdes...

Il y a donc de façon incontestable une manipulation du taux d'échange de la part des secteurs bien particuliers de l'économie pour en tirer profit. Et tout s'emballer. Tous ceux qui sont en

situation de force dans l'économie anticipent, augmentent leur prix pour engranger plus de profits. Peu importe que des enfants crèvent de faim, que des malades meurent faute de pouvoir exécuter une ordonnance médicale, l'essentiel pour les potentats de l'économie n'est pas là...

Il n'est en effet un secret pour personne que toutes les richesses du pays sont entre les mains de quelques riches familles haïtiennes. Ce sont elles qui décident de tout dans le pays en dépit des balivernes des politiciens de la classe politique. Ce sont elles qui, pour accroître leurs richesses, ont transformé le pays en un vaste marché pour la République Dominicaine et les USA notamment. A partir du moment où elles peuvent, rien qu'en manipulant, en jouant sur le taux d'échange, en faisant le marché noir, faire fructifier leurs capitaux, le reste n'a aucune importance à leurs yeux.

Avec leur argent, elles s'achètent les politiques, piétinent et réduisent à leur plus simple expression toutes les institutions du pays. Si le pays a fait tel choix économique plutôt qu'un autre, il faut croire que cela arrange cette oligarchie économique.

Oui, il faut produire, développer l'agriculture en fonction des besoins de la population ; il faut créer du travail en ouvrant de grands chantiers que cela soit dans le domaine du logement, de la santé, de l'éducation, des infrastructures routières, du sport, etc. Mais cela risque d'être chimérique tant que les moyens pour le faire restent la propriété privée de quelques individus. Tant que l'économie sera dirigée par cette poignée de sangsues, la misère et les calamités des masses ne peuvent qu'empirer.

L'UFM condamnée : le monde à l'envers

Après s'être rendu coupable de violences conjugales et de maltraitements psychologiques vis-à-vis de son épouse, un colonel de gendarmerie du nom de Bellamy vient d'obtenir gain de cause lors d'un procès contre l'UFM, Union des Femmes de Martinique.

A l'époque des faits, l'association féministe reconnue par la Cour d'Appel de Fort de France comme faisant partie des «associations d'aide aux victimes», avait porté assistance à son épouse. Les faits remontent à décembre 2010. La jeune femme a déposé plainte dénonçant les violences psychologiques, séquestrations et même viols qu'elle subit de son époux. L'UFM fut sollicitée par la jeune épouse du haut gradé de l'armée pour entendre ses souffrances et l'accompagner. Le mari violent portait plainte de son côté.

Et d'après vous qu'arriva-t-il ?

Après une courte enquête et des

investigations menées par la gendarmerie à laquelle appartient le mari, la plainte déposée par ce dernier aboutit à un rappel de la loi prononcé à l'encontre de la jeune femme alors que la plainte qu'elle avait déposée déboucha sur un non lieu !

Dans une conférence de presse organisée en février 2011, l'UFM s'étonna de la suite donnée par le procureur. Ses représentantes réaffirmèrent d'ailleurs que les violences dans le couple ne relèvent plus du tout du domaine privé mais deviennent sur le plan public « une grande cause nationale » selon les termes de l'État français.

C'est était trop pour le colonel ! Descendu de son piédestal, le voilà qui estime que c'est lui qui a subi un préjudice. En avril 2011, il a porté plainte contre deux responsables de l'UFM pour «atteinte à la vie privée et à la présomption d'innocence». Et, les

accusant d'avoir été la cause de son éloignement de la Martinique par sa hiérarchie et de la perte dans son avancement de carrière, il a exigé de lourdes réparations.

L'affaire est passée devant le tribunal le 12 mai 2015. Le jugement prononcé le 21 juillet a condamné l'UFM à 10 000€ de dommages et intérêts pour atteinte à la vie privée assortis de 2000 € au titre de participation aux frais d'avocat.

L'affaire n'en restera probablement pas là car l'UFM se réserve le droit de faire appel d'un tel jugement. A la fin de son communiqué du 11 mai, l'association écrit : «une condamnation serait un mauvais signal pour tous les auteurs de violences qui se croient impunis». C'est aussi le signe que dans cette société profondément inégalitaire, la justice tranche le plus souvent au profit des forts et au détriment des plus faibles.

La question de l'eau... agite les politiciens en mal de places

Le Comité de défense des usagers de l'eau présidé par G. Paran a tenu une assemblée à Capesterre B-E le dimanche 26 juillet. Il s'agissait pour les membres de ce Comité de faire entendre leur position sur les mesures que les pouvoirs publics envisagent de mettre en place pour régler le problème de l'eau, et tout particulièrement celui de la rénovation des réseaux de distribution, mais aussi de déplorer qu'ils n'aient pas été invités aux différentes rencontres ayant eu lieu sur cette question. Rappelons que sous l'égide du préfet de la Guadeloupe, le Département, la Région, le SIAEAG, les différentes communautés de communes, à l'exception de celle du sud Basse-Terre présidée par L. Michaux Chevry, se sont réunis pour envisager des solutions au problème de l'eau. Il est envisagé entre autre de créer une seule entité qui sera responsable de la gestion de l'eau sur tout le département. Rien n'est encore décidé. Mais ce qui apparaît clairement c'est que tout ce beau monde, pouvoirs publics et élus confondus, n'envisagent qu'une chose : faire payer au "bon peuple" ce qui est aujourd'hui le résultat d'une immense escroquerie de la part de la Générale des Eaux (anciennement SOGEA). En effet pendant des années, cette entreprise qui est un appendice de la multinationale Vivendi (Véolia) a perçu des sommes immenses pour la gestion de l'eau (distribution, entretien et renouvellement du réseau, etc.).

Mais elle s'est souciee comme d'une guigne du renouvellement du réseau. Et au lieu de faire comme on le dit couramment concernant les Multinationales "de l'or avec de l'eau", elle a fait des... diamants. Aujourd'hui, plus de 70% de l'eau captée et traitée sont perdus à cause de la vétusté du réseau et au lieu d'imposer à cette entreprise de prendre en charge le renouvellement du réseau comme prévu dans les contrats, on s'apprête à faire payer la population.

Mais on ne sait pas encore quelle sera sa réaction. Ce qui fait que certains, comme Michaux-Chevry et Yoyotte, s'agitent et cherchent à profiter du mécontentement qui risque de monter dans cette population. On les a vus à la réunion du Comité de Défense des usagers de Capesterre B-E. Croire que L. Michaux Chevry, ancienne ministre de J. Chirac, membre ou ex-membre de l'UMP, donc franchement dans le camp des riches et des profiteurs, serait dans le camp du petit peuple contre les profiteurs n'est ni plus ni moins qu'un rêve. Quant à Yoyotte, ce démagogue sans foi ni loi, on sait qu'il est prêt à tout pour obtenir une place dans la mangeoire politique. Il est à souhaiter que les travailleurs, les petites gens se mettent en colère et fassent savoir qu'ils ne sont pas prêts à se laisser arnaquer, comme ils l'ont fait il y a quelques années pour mettre fin aux factures exorbitantes de la SOGEA, en descendant par milliers dans les rues et en refusant de payer les factures exorbitantes.

Jesse Jackson : Portée et limites de son combat

Entre le 18 et le 22 juillet, Jesse Jackson était en Guadeloupe, et en Martinique. Durant cette visite, ce pasteur, célèbre militant noir du mouvement des droits civiques au cours des années 60 aux USA, a particulièrement rendu hommage à la lutte des esclaves pour leur libération. Durant une de ses conférences, il a déclaré que la population guadeloupéenne ne devait rien à la France et que c'était la France qui nous était redevable. Il a raison, toute une partie de la bourgeoisie française a bâti sa fortune sur la traite négrière et l'esclavage aux Antilles.

Jesse Jackson est né en 1941 à Greenville dans l'État de la Caroline du Sud. Au cours de son adolescence, il fréquenta la Sterling High School, un établissement réservé exclusivement aux Noirs à Greenville. Après l'obtention de son diplôme en sport à l'université de l'Illinois, Jesse Jackson débuta des études de théologie pour devenir pasteur.

En 1965, âgé de 24 ans, il participa à la marche de Selma à Montgomery, organisée par Martin Luther King. Lorsqu'il rentra de Selma, il décida de créer, à Chicago, une section de la Conférence des Chefs Chrétiens du Sud (SCLC), l'organisation de Martin Luther King. L'objectif essentiel du groupe était d'utiliser le boycott comme un moyen de pression sur les hommes d'affaires blancs afin qu'ils embauchent de la main-d'œuvre afro-américaine et qu'ils fassent appel aux services proposés par les entrepreneurs noirs. Le 4 avril 1968, Jesse Jackson était aux côtés de Martin Luther King quand il a été assassiné.

Durant les années 70, pour poursuivre la lutte pour les droits civiques, Jesse Jackson a créé deux organisations le PUSH, People United to Serve Humanity (Peuple uni pour servir l'humanité) et la Rainbow Coalition. Il a participé

deux fois aux primaires du Parti démocrate pour l'élection présidentielle. En 1984, il fut en troisième position avec 3 millions voix (18%). En 1984, il arriva en deuxième position avec 7 millions de voix (29%).

Jesse Jackson a été partie prenante de la lutte des Noirs américains durant les années 60 pour arracher les mêmes droits que les Blancs. Et à ce titre, il mérite notre reconnaissance et celle de tous les Noirs opprimés par le racisme ainsi que celle de tous les Blancs et tous les hommes qui soutiennent ce combat. Mais sa lutte s'arrête à la lutte contre le racisme. Jesse Jackson ne se bat pas pour renverser le système capitaliste. Il en est plutôt, en tant que ex candidat du parti démocrate un des piliers puisque ce parti est l'un des deux grands "partis uniques" du système capitaliste et financier des États-Unis. Et en tant que leader noir, il continue à enchaîner le peuple noir aux illusions qu'entretient le parti démocrate en son sein, et tout comme d'ailleurs le parti républicain. Le système capitaliste est pourtant la cause première du racisme. Au 16ème siècle, la bourgeoisie a créé le racisme contre les Noirs pour justifier l'esclavage. Aujourd'hui, elle entretient ces préjugés racistes et xénophobes pour diviser les travailleurs entre eux et mieux les exploiter. Jesse Jackson contribue à entretenir un tel système. Pourtant, le seul combat qui libérera définitivement les travailleurs noirs et l'humanité toute entière du racisme, c'est le combat qui abolira définitivement le système capitaliste pour instaurer à sa place une société, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, une société réellement égalitaire pour tous les hommes.

Il y a cinquante ans, en août 1965, les Noirs pauvres de Los Angeles se révoltaient

Le 11 août 1965, un jeune automobiliste noir de 21 ans, Marquette Frye, fut arrêté par des policiers blancs devant son domicile dans le quartier pauvre de Watts, à Los Angeles. La famille intervint et deux de ses membres furent interpellés brutalement, ce qui provoqua un attroupement de la population du quartier.

Cet événement, une brutalité policière de plus, déclencha une des révoltes les plus importantes de l'histoire américaine. Elle dura 6 jours et s'étendit sur une zone de plus de 120 km². La plupart des participants à la révolte étaient des travailleurs noirs vivant dans South Central, le grand ghetto de Los Angeles. La population affronta les forces de police et l'armée. Des barricades furent dressées, des bâtiments et des bus brûlés. La répression fit 34 morts, 1100 blessés, 4000 personnes furent arrêtées. Une radio a ainsi défini ce qui était arrivé: «*Ce ne fut pas une émeute. C'était une insurrection contre toute autorité... Si cela avait été beaucoup plus loin, ce serait devenu une guerre civile.*»

En parallèle avec le mouvement non violent prôné par Martin Luther King, qui donna lieu la même année à la marche de Selma, la population noire ouvrière et pauvre se révolta contre le racisme et l'exploitation.

L'insurrection de Watts fut la première d'une série de révoltes noires massives, qui eut un écho dans plusieurs autres villes, dans l'ensemble des États Unis.

Le Ghetto: un produit de la société blanche

Durant les années 1940, pendant la Seconde Grande Migration, les Noirs se déplacèrent en grand nombre du Sud vers la côte Ouest, en réponse au recrutement de l'industrie de la défense au début de la Seconde Guerre mondiale. La population noire de Los Angeles a presque doublé, passant de 75 000 en 1940 à 650 000 en 1965. Près de 90 pour cent de cette population résidait dans les 120 km² de South Central Los Angeles, qui comprenait le quartier de Watts.

Los Angeles - comme les autres villes du Nord - avait des clauses restrictives raciales qui ont empêché les Noirs de louer ou acheter des logements dans certaines régions, même longtemps après que les tribunaux l'aient déclaré illégal en 1948. Dans le ghetto, les produits alimentaires étaient chers et de mauvaise qualité. Le système de santé, l'éducation étaient laissés à l'abandon, le chômage était important malgré la prospérité de l'économie américaine à l'époque.

Les violences policières racistes

La police a harcelé des milliers de jeunes hommes noirs dans la rue ou les a battus dans les postes de police du Centre-Sud. Un militant du Centre-Sud, Ted Watkins a observé: «Plusieurs fois, je voyais un policier blanc frapper un mec et rire et dire : «*Eh bien, ceci est le premier nègre que j'ai battu aujourd'hui.*» Entre 1963 et 1965, la police a tué une soixantaine de Noirs, vingt-sept d'entre eux ont été abattus dans le dos.

Une situation qui rappelle fortement celle que dévoilent les médias aujourd'hui.

La fin de l'insurrection, sinon de la révolte

Finalement, la rébellion a reculé à partir du sixième jour.

Ces luttes ont imposé un changement rapide dans tous les domaines: l'emploi, les salaires, le vote, le logement, la couverture de la sécurité sociale, la couverture médicale - de vastes améliorations qui ont également modifié la situation de la plupart des travailleurs blancs. Mais ces gains ne furent que temporaires. Quand les luttes ont reculé, la classe capitaliste a repris le dessus pour aggraver l'exploitation des travailleurs noirs et plus largement celle de l'ensemble de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, cinquante ans après, dans une société en crise, les Noirs sont les principales victimes du chômage, de la misère, de la violence policière. Couramment, des meurtres, des

tabassages sont filmés et dévoilés sur les médias. Durant l'année écoulée, les violences et les meurtres de Noirs se sont succédé : Mike Brown tué à Ferguson dans le Missouri, Eric Garner étranglé par des policiers new-yorkais, Freddie Gray mort des suites de son arrestation par des officiers de Baltimore. Et plus récemment, une jeune femme de 28 ans, Sandra Bland, retrouvée pendue dans sa cellule de prison après son arrestation brutale par la police lors d'un contrôle routier.

Malgré les gains qui sont restés des luttes et du mouvement des droits civiques, la fin de la ségrégation légale, le droit de vote, l'élection d'un président noir, la société américaine reste profondément raciste. Le capitalisme américain, comme tout capitalisme, entretient les divisions raciales et profite de la surexploitation de la minorité noire et immigrée pour tirer vers le bas l'ensemble des travailleurs.

Dans les quartiers noirs, après chaque manifestation de la violence policière, la révolte gronde, sans pour autant que ces explosions de colère prennent l'ampleur des luttes qui ont émaillé les années 60. Le gain principal des émeutes de Watts a été la prise de conscience par la population noire pauvre de sa puissance. C'est cette force potentielle de toute la classe ouvrière américaine, de tous les exploités, Noirs, Blancs, immigrés qui devra exploser pour abattre un système révoltant.

Nouvelle tuerie aux États-Unis

Le 26 juillet, un homme a tué deux personnes et blessé huit autres dans un cinéma avant de se suicider alors qu'il ne pouvait plus s'enfuir. Cet homme souffrait de troubles psychiques et son acte délibéré ne semble pas avoir de justification politique.

Cette nouvelle tuerie aux États-Unis après deux autres en juin relance le débat sur la vente quasiment libre des armes. Après la fusillade de décembre 2012 de vingt enfants et six adultes dans une école de 600 élèves du Connecticut, le gouvernement américain d'Obama avait tenté sans succès de limiter la vente des fusils d'assaut, d'améliorer la régulation des ventes en établissant un fichier des patients en psychiatrie entre autre. Ces tentatives ont été bloquées soit au Congrès soit au Sénat. Un lobby pour la vente libre des armes mène une propagande très active avec pour argument «*la seule façon de stopper un méchant avec une arme est de lui opposer quelqu'un de bien avec une arme.*» Ils sont financés par les fabricants d'armes

à qui ils assurent de beaux jours. Effectivement, après la tuerie de décembre 2012, le chiffre d'affaire du fabricant d'armes Strum Riger et Compagnie a fait un bond de 44 % au cours des neuf premiers mois de 2013. Tout comme dans n'importe lequel des secteurs capitalistes, quelle que soit la nocivité de ce qui est fabriqué, ce qui compte ce sont les bénéfices réalisés.

Cependant si un meurtre de ce type a lieu toutes les deux semaines aux États-Unis en moyenne, ce n'est probablement pas uniquement dû à la présence d'armes mais tout autant à la folie de cette société qui impose la violence de la loi du plus fort, une violence amplifiée par les effets déstabilisateurs sur des millions d'individus de la crise. Cependant même dans le cadre de la société capitaliste, la limitation des armes pourrait avoir un effet positif mais même son adoption est difficilement réalisable par des moyens institutionnels.